

Statement

Discours

Department of
External
Affairs



Ministère des
Affaires
extérieures

89/23

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

"LES CANADIENS RELEVENT ENSEMBLE LE DÉFI PACIFIQUE 2000"

ALLOCUTION PAR

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

DEVANT LE FORUM ENTREPRISES - UNIVERSITÉS

EDMONTON (ALBERTA)

Le 16 mai 1989

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

SYNOPSIS

- Plus de la moitié des exportations canadiennes en dehors des États-Unis sont acheminées vers la région Asie-Pacifique. Environ 75 % de l'ensemble des exportations canadiennes vers la Corée et le Japon proviennent des quatre provinces de l'Ouest. Cette proportion est de 90 % dans le cas de la Chine.
- Les exportations canadiennes vers l'Asie-Pacifique ont augmenté de plus de 30 % l'an dernier. Au cours des dix prochaines années, le commerce bilatéral entre le Canada et la région dépassera les 50 milliards \$.
- La stratégie commerciale du gouvernement à l'égard de l'Asie-Pacifique et de l'Europe, qui fait fond sur l'Accord de libre-échange, a pour thème "Horizon Le Monde".
- Nos intérêts commerciaux avec le Japon et les pays nouvellement industrialisés, particulièrement la Corée, constituent l'une de nos grandes priorités dans le cadre des négociations commerciales multilatérales.
- Le programme Pacifique 2000 repose sur les éléments suivants:
 - une Stratégie commerciale dont le but est de maintenir et d'améliorer notre part du marché;
 - un Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon;
 - un Fonds pour l'apprentissage des langues et des réalités asiatiques; et
 - un Fonds pour les projets Pacifique 2000, qui viendra appuyer les activités canadiennes dans la région.
- En tant que partenaire dont les relations économiques, politiques, culturelles et de sécurité à l'échelle transpacifique s'amplifient sans cesse, le Canada a pour objectifs:
 - de promouvoir la libéralisation du commerce international;
 - de favoriser l'établissement de règles communes en matière de commerce, d'investissement, de transfert de technologie et de propriété intellectuelle;
 - d'entreprendre des travaux de recherche et d'analyse sur la croissance économique régionale;

- de participer à des programmes de coopération scientifique dans des domaines d'intérêt commun; et
- de faire en sorte que les pays de la région du Pacifique soient intégrés à l'économie internationale.

-- Il nous appartient - à nous tous, du gouvernement, du secteur privé et du milieu universitaire - de relever les défis qu'offre la région Asie-Pacifique.

L'une des constantes qui se dégage de la littérature des Prairies - surtout lorsqu'il s'agit de la description d'un village - est celle du restaurant chinois qui était le stéréotype de la présence asiatique dans la région.

Aujourd'hui, cette présence se manifeste par les 500 millions \$ que Diashowa Paper a investi sur la rivière de la Paix ou le financement par Hitachi d'une usine de fabrication de turbines à Saskatoon, ou encore le contrat de 40 millions \$ accordé l'automne dernier au Southern Alberta Institute of Technology pour la mise sur pied et l'exploitation d'un centre de formation pour l'industrie pétrolière indonésienne, ou enfin le blé, le colza canola et le charbon que nous vendons dans la région du Pacifique.

Cinquante pour cent de nos immigrants viennent de l'Asie et d'ici l'an 2000, plus d'un million d'Asiatiques se seront établis au Canada.

Par ailleurs, le tourisme en provenance du Japon a connu une hausse de 30 % au cours des trois dernières années.

Le mois prochain, nous inaugurerons un vol direct effectué par Canadian International dont l'itinéraire sera Edmonton-Tokyo avec escale à Calgary. Au début du mois, un service direct entre Toronto et Tokyo a été inauguré. En outre, nous avons ces trois dernières années multiplié les liaisons aériennes avec tous les autres principaux centres de la région, ce qui rend l'Asie facilement et rapidement accessible à tous les Canadiens.

Aujourd'hui, plus de la moitié de nos exportations destinées à des pays autres que les États-Unis sont acheminées vers la région Asie-Pacifique. Elles représentaient plus de 17 milliards \$ en 1988. Environ les trois quarts de toutes nos exportations vers la Corée et le Japon proviennent des quatre provinces de l'Ouest. La proportion est d'environ 90 % en ce qui concerne la Chine.

L'année dernière nos exportations totales vers l'Asie-Pacifique ont connu une hausse de plus de 30 %. D'ici dix ans, la valeur du commerce bilatéral entre le Canada et la région dépassera les 50 milliards \$.

L'année dernière, votre forum a publié un rapport sur les perspectives globales. Un de mes collaborateurs, M. Ian Wood, maintenant consul général à Seattle, était le directeur du projet. Ce rapport reconnaissait que notre prospérité économique future sera fonction de la capacité de nos écoles commerciales d'adopter une approche globale. Nous devons prendre les moyens

nécessaires pour mieux répondre à la demande des secteurs privé et public qui ont besoin de gestionnaires rompus aux disciplines internationales.

Le gouvernement a lui aussi des perspectives globales; il a élaboré, pour la région Asie-Pacifique et l'Europe, en cette période où nous bâtissons sur l'Accord de libre-échange, une stratégie intitulée "Horizon le Monde".

À Toronto, le mois dernier, mon collègue John Crosbie a brossé les grandes lignes de notre stratégie face à l'Europe de 1992. Aujourd'hui, je désire vous parler du programme Pacifique 2000 c'est-à-dire des initiatives que nous allons prendre dans cette partie du monde.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis agrandira le marché pour les produits canadiens, rehaussera la compétitivité du Canada et créera des emplois. Par ailleurs, nous avons beaucoup travaillé dans le cadre des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round pour en arriver à une entente sur de nouvelles règles internationales qui faciliteront l'accès de nos biens et services aux marchés mondiaux, y compris ceux de l'Asie. En fait, nos intérêts commerciaux avec le Japon et avec les pays nouvellement industrialisés, en particulier la Corée ont compté parmi nos principales priorités au cours de ces négociations.

Nous croyons que le Canada est en mesure de soutenir la concurrence mondiale. Nous le croyons suffisamment pour être convaincus de la nécessité de sortir du cadre de l'Amérique du Nord et de dissiper le mythe selon lequel nous sommes satisfaits de mettre tous nos oeufs dans le même panier nord-américain. Notre attention se porte inexorablement vers l'Europe et la région Asie-Pacifique.

Aujourd'hui, la région du Pacifique est la plus dynamique au monde.

Au tournant du siècle, elle comprendra 60 % de toute l'humanité. La population de la région côtière de la Chine et la classe moyenne de l'Inde égaleront chacune la population totale des États-Unis.

L'Asie-Pacifique produira 50 % des biens et des services mondiaux. Le volume du commerce entre l'Asie et l'Amérique du Nord passera de 300 milliards \$ à 500 milliards \$. Plus de 50 % des échanges commerciaux se feront entre les pays de l'Asie et du Pacifique.

D'ici l'an 2000, le Japon sera à l'avant-garde à la fois dans le domaine de la recherche et dans celui de la technologie appliquée. Aujourd'hui, les 21 institutions financières les plus importantes du monde sont situées au Japon. Avec des actifs à l'étranger qui atteindront 3 trillions de \$, cette réalité deviendra encore plus évidente.

Au cours de la dernière décennie, les économies nouvellement industrialisées (Corée, Taïwan, Hong Kong et Singapour) ont fait passer leur part du commerce mondial de 4 % à plus de 10 %; leur puissance commerciale sera encore plus importante au début du prochain siècle.

La Corée et Taïwan ont déjà rejoint les rangs des pays donateurs et deviendront d'importants investisseurs étrangers et une source majeure de technologie appliquée. D'ici l'an 2000, de nombreux pays de la région auront des secteurs manufacturiers bien établis et technologiquement avancés qui reposeront sur des investissements inter-asiatiques en particulier, mais non plus exclusivement japonais. Le secteur mondial de la fabrication aura été grandement restructuré et relocalisé.

Le rôle international du Japon continuera à s'étendre - au maintien de la paix, à l'aide au développement et aux grandes questions de l'heure. Le Japon acceptera une plus grande part du fardeau de la défense du Pacifique. Déjà aujourd'hui, son budget de défense est le troisième au monde, après ceux des États-Unis et de l'URSS.

Les initiatives Pacifique 2000 ont pour objectif de doter le Canada des moyens de satisfaire à ses priorités, tant au pays qu'en Asie.

Le programme Pacifique 2000 repose sur quatre éléments de base:

- une Stratégie commerciale Pacifique 2000
- un Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon
- un Fonds Pacifique 2000 pour l'apprentissage des langues et des réalités asiatiques

-- un Fonds pour les projets Pacifique 2000

Permettez-moi d'élaborer un peu sur les secteurs qui ont retenu notre attention.

Les économies florissantes de l'Asie accaparent une part de plus en plus grande du commerce international. Notre stratégie commerciale est conçue pour maintenir et améliorer notre part du marché.

Nous entendons viser les secteurs clés du marché, élargir notre présence en Asie, promouvoir les alliances dans le domaine de l'investissement et travailler étroitement avec le secteur privé.

Toutefois, il ne suffit pas de favoriser les ventes à l'exportation.

La technologie est un élément capital de notre succès. Or, les Japonais ont pris les devants en ce domaine, et nous devons travailler avec eux pour mettre sur pied des co-entreprises faisant appel à nos compétences technologiques respectives.

D'éminents scientifiques du Canada et du Japon achèvent actuellement une étude sur la complémentarité dans le domaine scientifique et technologique entre le Canada et le Japon. Cette étude, entreprise à la demande des deux Premiers ministres, a pour but de recenser les secteurs dans lesquels les deux pays peuvent le mieux coopérer à leur avantage mutuel.

Lorsque cette étude sera terminée en juillet, nous mettrons sur pied un Fonds de coopération scientifique et technologique avec le Japon pour financer les projets conjoints de recherche, favoriser les échanges de chercheurs et offrir un appui institutionnel dans les domaines désignés par l'étude. Des recherches menées conjointement avec le Japon nous permettront de poser les assises d'un Canada encore plus compétitif au prochain siècle.

L'un de nos principaux obstacles est le manque dans notre pays de bonnes connaissances générales sur l'Asie et les cultures qu'elle renferme.

En effet, les Canadiens ne possèdent tout simplement pas assez de connaissances sur l'Asie, sur ses langues, son histoire et sa culture. Dans notre pays, il y a seulement

1 200 étudiants de niveau postsecondaire qui étudient le japonais à temps plein. En Australie, il y en a 15 000, et la population de ce pays est la moitié de la nôtre.

Nous devons mieux connaître et mieux comprendre l'Asie si nous voulons de bons résultats dans nos rapports avec cette région. Autrement, nous ne saisirons jamais pleinement ce que l'on veut nous transmettre ni ce que l'on attend de nous. Il faut devenir davantage conscient de l'importance des contacts personnels et du temps à consacrer pour nouer des liens commerciaux avec l'Asie.

Dans votre propre rapport de l'année dernière, vous concluez qu'il fallait encourager davantage l'apprentissage des langues étrangères dans le secteur privé pour que les Canadiens soient mieux équipés pour concurrencer leurs rivaux sur les marchés internationaux.

Voilà pourquoi nous avons l'intention d'établir un Fonds Pacifique 2000 pour l'apprentissage des langues et des réalités asiatiques. Cette mesure comprendrait de l'aide destinée aux établissements scolaires offrant des cours de langues asiatiques pour le secteur privé ainsi qu'aux employés qui s'inscrivent à des programmes de formation linguistique et culturelle, notamment aux programmes axés sur les échanges commerciaux avec l'Asie. Comme le recommande votre rapport, une telle mesure favoriserait des liens plus étroits entre les programmes d'administration internationale et d'études asiatiques au niveau universitaire. Nous pouvons compter déjà sur les excellents programmes d'études asiatiques offerts à l'université de l'Alberta, à l'université de la Colombie-Britannique et à l'université Simon Fraser. De plus, l'université McGill et le Centre d'études en administration internationale de Toronto se préparent à offrir des programmes semblables durant la prochaine année scolaire, et j'espère apprendre que d'autres universités leur emboîteront le pas.

Pour que le nombre de spécialistes de l'Asie ne cesse de croître, nous travaillerons avec les provinces à l'établissement et à l'enrichissement de programmes dès le niveau secondaire. Par l'intermédiaire de la Fondation Asie-Pacifique, nous créerons un centre d'information sur l'emploi qui mettra à la disposition des employeurs éventuels la liste des diplômés universitaires dont les compétences sont assorties de connaissances spéciales

sur l'Asie. Un jour, le centre fournirait également aux nouveaux diplômés les noms des entreprises intéressées à les recruter pour leurs activités au Japon et ailleurs en Asie.

Enfin, il faut rehausser l'image du Canada dans la région et renforcer notre présence. Les Asiatiques ne connaissent pas encore le Canada assez bien; l'image est floue. Nous devons les aider à comprendre clairement qui nous sommes et ce que nous pouvons faire.

Un Fonds pour les projets Pacifique 2000 permettra d'encourager les activités canadiennes dans la région.

Un certain nombre d'initiatives ont été prévues dans la région et devront nous permettre de transmettre notre message. Nous célébrons cette année le 60^e anniversaire de l'établissement de relations bilatérales avec le Japon. En 1991, nous ouvrirons notre nouvelle ambassade à Tokyo, un édifice spectaculaire qui servira de point de mire des intérêts culturels et commerciaux canadiens et de centre de recherche sur le Canada et le Japon.

Nous entreprendrons également des activités de promotion dans la région et favoriserons, entre les différents pays, des visites par des Asiatiques et des Canadiens de marque - parlementaires, jeunes dirigeants, journalistes. Nous encouragerons des étudiants asiatiques à fréquenter nos écoles et nos universités. Nous prêterons également notre appui à la recherche en faveur des intérêts du Canada en Asie et accroîtrons notre part du financement de la Fondation Asie-Pacifique du Canada qui cherche à promouvoir au Canada une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de l'Asie. Nous espérons que le secteur privé tout comme les provinces contribueront aux activités de la Fondation.

L'établissement d'organismes dans la région du Pacifique constitue un autre important volet de la présence canadienne. L'ancien secrétaire d'État américain, M. Shultz, l'ancien premier ministre du Japon, M. Nakasone, et le sénateur américain, M. Bradley, ont tous soumis des propositions en vue d'une coopération économique dans la région.

Tout récemment, le premier ministre australien, M. Hawke, a proposé que soit tenue une réunion ministérielle afin de discuter des possibilités de coopération régionale

et de questions connexes. La semaine prochaine, le secrétaire permanent du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce sera en visite à Ottawa et nous livrera les détails de sa proposition.

Nous avons l'intention de lui annoncer que le Canada accueille favorablement cette grande initiative et qu'il entend y participer activement.

Le Canada s'est vivement intéressé au mouvement qui s'est formé en vue de renforcer la conférence de coopération économique pour le Pacifique (PECC), regroupement tripartite d'universitaires, de chefs d'entreprise et de représentants du secteur public qui s'est penché sur les perspectives d'une plus grande coopération régionale. J'ai été heureux de constater qu'à sa dernière réunion à San Francisco, le comité permanent du PECC a pris des mesures importantes qui lui permettront de jouer un rôle prédominant dans les affaires régionales du Pacifique.

Il me semble inévitable qu'une institution propre au Pacifique verra le jour. En tant que partenaire de cette région, le Canada entretient à l'échelle transpacifique des relations économiques, politiques, culturelles et de sécurité qui s'amplifient sans cesse, et il est grandement intéressé à une telle réalisation.

Étant donné le contexte dans lequel ces diverses propositions sont soumises, il me semble important d'établir clairement ce que sont nos objectifs:

À mon avis, il s'agit:

- de promouvoir la libéralisation du commerce international;
- de favoriser l'établissement de règles communes en matière de commerce, d'investissement, de transfert de technologie et de propriété intellectuelle;
- d'entreprendre des travaux de recherche et d'analyse sur la croissance économique régionale et sur les défis que celle-ci présente;
- de devenir "des partenaires du progrès" dans la région du Pacifique par le biais de programmes de coopération dans des domaines d'intérêt commun,

comme les ressources naturelles, le développement industriel, l'environnement, les communications, les transports et les échanges professionnels et techniques;

- de faire en sorte que les pays de la région du Pacifique soient intégrés non seulement à l'économie côtière du Pacifique mais aussi à l'économie internationale, en faisant partie de l'OCDE et d'autres organismes multilatéraux.

L'Asie-Pacifique est une région dynamique offrant des défis à la fois exigeants et stimulants. Il nous appartient à nous tous, représentants du gouvernement, du secteur privé et du milieu universitaire, de relever ces défis. Le gouvernement s'engage à faire sa part et se réjouit de l'occasion qui lui sera donnée de travailler en étroite collaboration avec vous.

Je vous remercie.